

# LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 288 juin 2026-Trente et unième année



## *Le combat de l'avenir*

### SOMMAIRE

- |  |         |
|--|---------|
| -POUR LE SURSAUT, LE RENOUVEAU de la FRANCE .... Jacques MYARD                             | page 2  |
| -Entre les États-Unis et la Chine, la diplomatie du général De Gaulle... Christine ALFARGE | page 3  |
| -Merci à la France... Yves de GAULLE   | page 5  |
| -Livre : Le général Valin ... Jean-Charles Foucrier  | page 7  |
| -Histoire militaire L'année 1940 ... Tristan Lecoq   | page 8  |
| -Mémorandum du 26 janvier 1940 ... Charles de Gaulle                                       | page 11 |
| -Foot : équipe de France, vraiment ? ... Paul Kloboukoff                                   | page 12 |
| -Exposition : Vivre à en mourir- Résistantes combattantes européennes"                     | page 13 |



**La lettre du 18 juin prend ses congés d'été.** Retrouvons-nous au mois de Septembre pour reprendre le fil de l'actualité gaulliste. Dans l'attente, vous pouvez compléter votre tour d'horizon de l'actualité, en consultant notre site <https://www.academie-gaullisme.fr>



## POUR LE SURSAUT, LE RENOUVEAU de la FRANCE

Par Jacques MYARD,

**N**ous vivons dans un monde sauvage, les crises se succèdent, s'enchaînent et s'amplifient avec la bénédiction des princes qui règnent sur le village planétaire, grisés d'HUBRIS, champions de la démesure.

Nous vivons dans un monde sans règle, tout azimut :

- Le détroit d'Ormuz bloqué, le pétrole russe va-t-il remplacer celui du Moyen-Orient, en dépit des sanctions ?
- Au Mali les putschistes ont chassé les forces françaises et sont à leur tour pourchassés par les djihadistes.
- Les pirates écument les océans avec audace partout dans les mers chaudes.
- Les Chrétiens sont victimes de nombreuses agressions au Proche-Orient, y compris en Israël, les autorités de cet État condamnent heureusement ces actes fanatiques.
- La commission de l'Union européenne invente le nouveau droit des traités et applique provisoirement l'accord du Mercosur, n'ayons aucune illusion l'UE est sous influence allemande exclusivement, la France de Macron n'a plus droit au chapitre.
- Le virus Hantaan a frappé quelques vacanciers croisiéristes et sème une panique planétaire.
- TikTok manipule et subjugué les cerveaux des adolescents de pensées morbides.
- Au Sahel une junte chasse l'autre.
- Russie et Ukraine continuent de s'étripier, Trump a oublié ce conflit qu'il affirmait régler en 15 jours.
- Israël pourchasse les terroristes partout, l'Iran réplique et élimine sans appel ses nationaux - opposants, TRUMP songe à ramener ce pays à l'âge de pierre.
- Ormuz est devenu un « saint des pasdarans, cruels gardiens de la révolution, ils n'ont pas la bombe mais tiennent la dragée haute à l'Amérique, les experts glosent et saluent la guerre asymétrique.
- Les turbulences du village planétaire prospèrent toujours comme hier, c'est un gage de durée pour demain et après-demain...
- Le monde répond à la volonté de « l'Amérique qui veut imposer la paix par la force », ce qui justifie la guerre tout azimut.

En France,

- Notre jeunesse s'adonne en délire à une rave partie sur un terrain militaire interdit et surtout miné.
- En Nouvelle-Calédonie les indépendantistes minoritaires veulent devenir majoritaires par la violence face à l'État laxiste.
- L'euthanasie divise toutes les famille - c'est une nouvelle affaire Dreyfus.
- Les médias s'enflamment sur une commission d'enquête dont les membres auditionnés ne supportent pas de devoir répondre au lieu d'interroger
- Maboul, voilà le nom à la mode pour ceux qui adorent les Paris-Brest mais ne digèrent pas les Paris-Alger.
- « Il n'y a pas d'être plus à redouter qu'un homme communicatif n'ayant rien à communiquer. »

**Christian Nestell Bovee (1862)**

- La course présidentielle s'annonce, les candidats et candidates sont pléthores, le principe de Peter se porte bien.
- L'unité nationale, parler français seraient deux atouts ringards, obsolètes, vive le globish et la balkanisation du pays en duchés en voie de séparatisme.
- L'État a supprimé la peine de mort, mais l'initiative privée a repris le relai et connaît une forte croissance grâce aux narcos.



« L'éducation est la seule différence qui existe entre l'homme d'aujourd'hui et celui d'il y a dix mille ans. Sous le faible vernis de moralité dont il a enduit sa peau, il est resté le même sauvage qu'il était il y a cent siècles. »

**Jack London.** Le vagabond des Etoiles (1915)

.Les flux migratoires ne s'arrêtent pas en dépit des déclarations gouvernementales tonitruantes.

Bref, les Français s'interrogent, vivent entre le doute, les dettes et le chômage, certains se désespèrent, envisagent de quitter le pays.

« Faut-il attendre d'être vaincu pour changer ? »

**Proverbe africain**

Les seules combats perdus sont ceux qui ne sont pas livrés, nous le savons tous.

« La vie, c'est le renouveau constant, c'est la lutte. Mieux vaut la lutte avec ses souffrances que la mort. »

**Romain Rolland (1903)**

Le renouveau, le sursaut, ce n'est pas une simple question d'habillement.

« Le caméléon croit toujours qu'il suffit de changer de forme pour échapper à tout. » **Franck Herbert**

Ils exigent une politique de redressement radicale, dont « un peuple qui sait d'où il vient, peut décider où il va » nous dit **Natacha Polony**

En l'occurrence « le renouveau, le sursaut ont toujours exigé un retour aux sources. » **Romain Gary**

Le retour aux sources s'appelle la **SOUVERAINETÉ**. Il commande de mettre de l'ordre dans nos affaires au prix d'un labeur acharné, pour maîtriser notre destin, afin que la France tienne son rang dans le concert des nations indépendantes.

*Jacques Myard Maire Honoraire de Maisons-Laffitte Membre honoraire du Parlement, Président du CNR et de l'Académie du gaullisme.*



## Entre les États-Unis et la Chine, la diplomatie du général De Gaulle

Par Christine ALFARGE,

« Il est indispensable que ce que nous disons et ce que nous faisons, le soit indépendamment des autres »

Charles De Gaulle  
(Mémoires d'espoir)

« Si les Européens avaient voulu que l'Europe devienne une puissance, ils auraient été gaullistes au lieu de se déchaîner sans arrêt contre De Gaulle. Les Américains, eux, respectaient De Gaulle », rappelle Hubert Védrine lors d'un entretien. La France incarne un mélange d'histoire et d'événement politique où l'image du général De Gaulle est omniprésente tant elle force l'admiration.

Grâce à l'action du général De Gaulle, l'idée européenne s'est imposée par les nations, les coopérations, le plan Fouchet, son esprit de concilier l'indépendance dans les choix stratégiques et diplomatiques, tout en pesant dans les affaires du monde au rang et aux intérêts de la France. Comble du paradoxe aujourd'hui, le (faux) tournant gaulliste de Friedrich Merz, d'une Allemagne historiquement fédéraliste cherchant aussi une autre politique pour dominer en Europe face aux États-Unis, oublie que la France du général De Gaulle a toujours été alliée des États-Unis.

### D'où l'on part ?

La Première Guerre mondiale redéfinit les contours de l'impérialisme américain, jusqu'en avril 1917, les Américains pensaient se conformer aux fondamentaux de leur politique, se tenir à l'écart des guerres européennes et faire du commerce avec tous les belligérants notamment les deux tiers de leur commerce extérieur avec les Européens. Mais l'empire germanique fait peser des menaces sur les intérêts économiques américains qui les entraînent dans la guerre.

### A-t-on oublié l'histoire ?

En 1940, rappelons-nous que le soutien de Winston Churchill à De Gaulle, a été déterminant, sans doute parce qu'ils partageaient une certaine idée de la France. Churchill intervient en faveur du général De Gaulle : « Vous pouvez être sûr que j'ai fortement plaidé votre cause auprès de nos amis des États-Unis. Votre action qui a rompu un arrangement concernant Saint-Pierre et Miquelon, a déchaîné une tempête qui aurait pu être sérieuse si je n'avais pas été sur place ». L'intérêt du monde s'est joué sans aucun doute à ce moment-là, face au nazisme.

Le 12 mars 1941, à la radio de Londres, De Gaulle se réjouit par l'adoption du Congrès américain du « Lease and Bill », la loi prêt-bail. Plusieurs mois avant l'attaque de Pearl Harbor, le général De Gaulle mesure la portée décisive de cet acte qui va permettre au Président américain d'accorder à ses alliés un soutien matériel presque sans limite.

« Au nom de la nation française, je remercie les États-Unis d'Amérique de la décision qu'ils viennent de prendre, sur l'initiative du Président Roosevelt, en ce qui concerne l'armement des peuples qui combattent pour la liberté. »

« [...] Du point de vue moral, cette décision signifie que l'Amérique a pris ouvertement parti. Elle a jugé, une fois pour toutes, que la tyrannie des Dictateurs constitue le plus grand danger et la plus grande infamie qui aient jamais menacé le monde. »

« [...] Du point de vue matériel, le concours illimité de l'Amérique apporte à nos alliés et aux Français libres la certitude d'une supériorité croissante et implacable des moyens. » Charles De Gaulle

En août 1944, à Tournières, a lieu un moment historique entre les deux géants, Dwight Eisenhower, futur président des États-Unis et le général De Gaulle, chef de la France libre, qui décidèrent de la stratégie à adopter pour l'avancée et la libération de Paris. Le chemin de la paix s'ouvre à travers cette entente cruciale pour l'avenir de la France. Cette rencontre est immortalisée dans notre histoire nationale.

### L'influence américaine après la guerre.

Le général De Gaulle débute un voyage aux États-Unis et au Canada, le 21 août 1945, au cours duquel il s'entretient à deux reprises avec le président Truman à Washington. « J'emportais du président Truman l'impression d'un chef d'État bien à sa place, d'un caractère ferme, d'un esprit tourné vers le côté pratique des affaires, bref de quelqu'un qui, sans doute, n'annonçait pas de miracles, mais sur qui, dans les cas graves, on pourrait certainement compter » écrit-il dans ses Mémoires de guerre.



« Me voici à nouveau aux États-Unis où je ne suis pas venu depuis quinze ans » écrivait le général De Gaulle sur son voyage du 22 avril 1960 au cours duquel il rencontre un homme qu'il connaît bien, le Président Eisenhower. Bien qu'il serve à démontrer une nouvelle fois l'amitié ancienne et sincère de la France et des États-Unis, le but de ce voyage est surtout de préparer le sommet entre les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'U.R.S.S. qui se tient quelques semaines plus tard à Paris.

Le 24 février 1970, Georges Pompidou et son épouse sont reçus à Washington par le président des États-Unis, Richard Nixon, appréciant l'élégance française incarnée par Claude Pompidou, ambassadrice exceptionnelle de la mode inscrite dans la diplomatie culturelle et le rayonnement français.

La rencontre Pompidou-Nixon illustre une diplomatie d'équilibre en pleine Guerre froide, préserver l'indépendance stratégique héritée de De Gaulle tout en réaffirmant le dialogue avec les États-Unis et la coopération occidentale après les tensions autour de l'OTAN.

### Et la Chine ?

Les projets pour la Chine étaient inscrits dans le cheminement de la pensée du général De Gaulle. Après le long et douloureux processus de décolonisation en Algérie, la France bénéficiait notamment d'une grande écoute dans le Tiers monde. Elle incarnait un mélange d'histoire et d'événement politiques et une vision du monde où sa voix devait pouvoir se faire entendre. Le général De Gaulle voulait montrer au monde que la France est capable de faire bouger les lignes et d'établir un nouvel équilibre mondial obligeant d'autres nations à la suivre, y compris les États-Unis eux-mêmes. Dans son esprit, « en reprenant un jour des relations avec Pékin, il ne s'agirait pas de reconnaître un régime en tant que tel, mais de reconnaître un fait évident, c'est qu'il y a un Etat qui gouverne la Chine ». Le général s'exprimait : « L'intérêt du monde sera de parler avec les Chinois, de s'entendre avec eux, de faire des échanges commerciaux avec eux pour leur permettre de sortir de leurs murailles...Ils ne pourront s'en sortir que s'ils s'ouvrent sur le monde entier et que le monde entier vienne les aider ». Le général De Gaulle franchira le pas le 27 janvier 1964 dans une action de longue patience, s'émancipant ainsi des deux blocs avec la même volonté partagée par la Chine de Mao Tsé-toung. « Les hommes ont toujours été attirés par les fortes individualités qui prennent leur destin entre leurs mains : attirance décuplée quand cette affirmation d'autonomie devient celle d'un peuple entier » écrivait Alain Peyrefitte. Pour le général De Gaulle, la coexistence des blocs n'assure pas la paix, ils sont par nature hégémoniques et contribuent à l'asservissement ou à la dépendance, d'où toute idée de contestation de bloc à l'Est comme à l'Ouest.

L'ouverture des relations régulières entre la Chine et la France était normale vis-à-vis du pays le plus peuplé du monde et pouvait s'analyser à un moment où la nation française était en paix sans engagement militaire extérieur, sans renoncer pour autant à disposer d'armes de défense modernes et puissantes.

À travers sa conférence de presse du 31 janvier 1964, le général De Gaulle exprimait publiquement la raison pour laquelle le gouvernement français avait décidé de reconnaître, de nouer des relations avec la république populaire de Chine : *« La Chine, un grand peuple, le plus nombreux de la terre, une race où la capacité patiente, laborieuse, industrielle des individus, a, depuis des millénaires, compensé le défaut de cohésion et de méthode. Le défaut collectif de cohésion et de méthode, a bâti une particulière et très profonde civilisation. Un très vaste pays géographiquement compact et pourtant, sans unité. Étendu depuis l'Asie mineure et les marches de l'Europe jusqu'à la rive immense du pacifique et puis des glaces sibériennes jusqu'aux régions tropicales de l'Inde et du Tonkin, un état plus ancien que l'histoire, toujours résolu à l'indépendance, s'est constamment efforcé à la centralisation, d'instinct replié sur lui-même, et dédaigneux des étrangers. Mais consciente et orgueilleuse d'une immuable pérennité, telle est la Chine de toujours. L'entrée en contact de ce pays là avec les nations modernes lui a été très dure et très coûteuse. Les multiples sommations, interventions, expéditions, invasions, européennes américaines japonaises, lui ont été autant d'humiliations et de démembrements. Alors tant de secousses nationales, et la volonté des élites de transformer, coûte que coûte leur pays pour qu'il atteigne à la condition et à la puissance des peuples qui l'avait opprimée, ont conduit la Chine à la révolution... »*

### L'évidence et la raison.

En reconnaissant le monde tel qu'il est, le général De Gaulle pensait notamment que les russes et les chinois sont et seront inéluctablement rivaux en Asie, des peuples très différents dont les intérêts ne peuvent être confondus, la Chine s'affirmant et voulant sa politique étrangère. Il disait : *« Il est vrai que la Russie soviétique a d'abord prêté à la Chine, un assez large concours... Sans doute demeure entre Moscou et Pékin une certaine solidarité doctrinale qui peut se manifester dans la concurrence des idéologies mondiales, mais sous ce manteau de plus en plus déchiré, apparaît la différence des politiques nationales. Et c'est pourquoi l'attitude et l'action d'un pays de 700 millions d'habitants ne sont réglées que par son propre gouvernement. Du fait que depuis 15 ans, la Chine presque toute entière se trouve rassemblée sous un gouvernement qui lui applique sa loi, et qu'elle se manifeste au dehors comme une puissance indépendante et souveraine, la France était disposée, en principe, et depuis des années à nouer des relations régulières avec Pékin »*.

Le général De Gaulle rappelle que certains échanges économiques et culturels étaient pratiqués, et que des négociations avec les représentants chinois avaient eu lieu sur le règlement du sort de l'Indochine lors de la conférence de Genève en 1954 ainsi qu'en 1962 sur la situation du Laos.

La politique étrangère du général De Gaulle a joué pleinement son rôle pour la continuité du dialogue sur le continent asiatique tout en restant fidèle au principe que chaque nation doit être indépendante et souveraine.

### La guerre des empires aura-t-elle lieu ?

La Chine voit imminemment le déclin économique et social de l'Europe. Profitant de cette faiblesse, elle développe un impérialisme sournois à travers sa stratégie de l'araignée tissant sa toile, marchant avec la naïveté de certains pays européens et le mercantilisme allemand. Seuls, les Etats-Unis, face à l'offensive économique de la Chine, ont les moyens de la contenir.

Par ailleurs, détentrice de 40% de la dette africaine depuis 2012, la Chine peut aussi impacter dans un sens ou dans un autre la manière dont l'Afrique va passer l'actuelle crise économique.

### Les enjeux géostratégiques à travers le temps long.

Il faut comprendre le monde où un nouveau centre de gravité asiatique avec de nouvelles confrontations territoriales en Asie-Pacifique implique une nouvelle donne entre les États-Unis et la Chine. Le bras de fer a déjà commencé.

La part des pays occidentaux dans la production mondiale de richesses décroît au profit de l'Asie qui poursuit son inexorable montée en puissance. Cependant, à l'heure où les Etats-Unis connaissent une poussée de « China bashing » où la relation nipponne est au plus bas, l'Europe conserve son capital de sympathie en Chine, en particulier la France qui depuis les années 2003 et 2004 à travers la « sino-béatitude » a magnifié l'insertion de la Chine dans l'économie mondiale. Malgré son affaiblissement institutionnel et économique, l'Europe, première cliente de Pékin, est cruciale pour les exportations chinoises. Or, au moment où la Chine doit faire face à la montée des inégalités sur son vaste territoire, le fameux « moteur exportateur chinois » est avant tout le garant de la paix sociale, puisqu'il fournit des millions d'emplois aux travailleurs les moins qualifiés.

En dépit des turbulences que connaît la zone euro, celle-ci apparaît paradoxalement comme un point de stabilité pour la Chine et donc pour le reste du monde.

### Les Etats-Unis regardent « vers l'Est ».

Les Etats-Unis veulent défier la Chine dans le Pacifique. Selon l'Organisation de coopération et de développement économique : *« l'équilibre de la puissance économique va fortement basculer au cours des cinquante prochaines années »*. En septembre 2012, lors du Forum de Coopération économique Asie-Pacifique, les Etats-Unis affirmaient avec force leur ancrage dans cette région dont ils sont persuadés qu'elle est en train de devenir le nouveau centre de gravité du monde.

Désormais, deux blocs économiques concurrents existent dans le Pacifique, un Partenariat transpacifique regroupant le Canada, le Mexique, l'Australie, Brunei, le Chili, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, le Vietnam et les États-Unis, de l'autre une proposition chinoise exclusivement asiatique avec en toile de fonds des querelles territoriales sur des îles du Pacifique venant affaiblir les relations sino-japonaises pouvant remettre en cause l'accord de libre-échange tripartite des Chinois.

### Le continent asiatique devient un phare du développement international.

En 2015, la Chine dispose d'un surplus d'individus de sexe masculin de 15 à 20 millions. De tels déséquilibres démographiques ont coïncidé, dans l'histoire du pays, avec des périodes d'instabilité et d'aventurisme. En outre, la Chine fait face aux problèmes structurels bien connus que sont la croissance du chômage, la migration des campagnes vers les villes, et la contestation politique menée par la secte Falun gong. Ces quatre problèmes ne sont pas sans lien entre eux. Carrefour culturel sur plusieurs siècles, l'Asie du sud-est s'illustre aujourd'hui comme un carrefour économique dont chinois, américains mais aussi indiens et russes ont compris l'importance stratégique et géoéconomique.

Cette partie asiatique très convoitée pour d'importantes ressources naturelles, est représentée par l'association des nations de l'Asie du Sud-Est, composée de dix pays : la Birmanie, Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam que les grandes puissances dépendantes voudraient comme partenaires régionaux. La tension palpable en mer de Chine méridionale, avec des signes apparus au printemps 2012 sous le regard attentif des Etats-Unis, porte à nouveau tous les regards en direction de l'Asie du sud-est qui devient la scène de nouvelles confrontations. La mer de Chine méridionale qui s'étend de Singapour, au sud-ouest, à Taïwan, au nord-est, est très riche en matières premières, ce qui attise notamment la convoitise de la Chine, du Vietnam, et des Philippines. Tous revendiquent la souveraineté des îles existant au milieu de l'océan Pacifique. De manière plus prosaïque, l'Asie du sud-est représente un marché de 600 millions d'habitants.

L'Union européenne doit y mener une politique économique plus offensive. À travers l'action diplomatique, la France doit jouer son rôle en s'affirmant comme une grande puissance en Asie-Pacifique vis-à-vis de l'Indonésie, puissance régionale ainsi que Singapour. Cette politique s'inscrit dans la continuité du dialogue poursuivi par le général De Gaulle lorsqu'il plaide pour la pacification de l'Asie du Sud-Est.

Le 27 janvier 1964, la reconnaissance de la Chine populaire par le général De Gaulle symbolise le retour de la France sur la scène internationale, en particulier l'Asie. Comme il le confie à Alain Peyrefitte, à l'issue du Conseil des ministres du 22 janvier 1964, avec la reconnaissance de la Chine, *« nous allons tourner la page coloniale, celle des concessions en Chine comme celle de l'Indochine française. Cela veut dire que la France revient en tant qu'amie, et que nous pourrions aider la Chine dans la mesure de nos moyens »*.

Sur les réalités nationales au Proche et au Moyen-Orient, le général De Gaulle avait la volonté d'une politique d'équilibre et de paix. Le général De Gaulle savait que chaque décision de sa politique étrangère marquerait son temps, celui des futures générations.

Sur le continent asiatique, il a accompli le cheminement de sa pensée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la reconnaissance de la souveraineté et l'indépendance des états.

Quant à l'Europe des nations, elle incarne la voie moderne de l'indépendance qui s'inscrit dans la continuité comme le but essentiel et l'instrument permanent de la politique française ouvrant la voie à toutes les indépendances.

### Là où se trouve une volonté, il y a un chemin. (Winston Churchill)

*En juin 1940, on résistait avec courage face à l'ennemi. Aujourd'hui, il s'agit de résistance au changement alors que l'idée de développement est nécessaire pour permettre à notre pays d'avancer. Mais l'environnement fait que nous n'arrivons plus à générer la même croissance, ce qui nous rend encore plus interdépendants face aux blocs. La France ne manque pas d'atouts, elle est capable de s'adapter, mais les évolutions en cours nous obligent à faire un diagnostic sur nos forces et nos faiblesses.*

*\*Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullisme.*



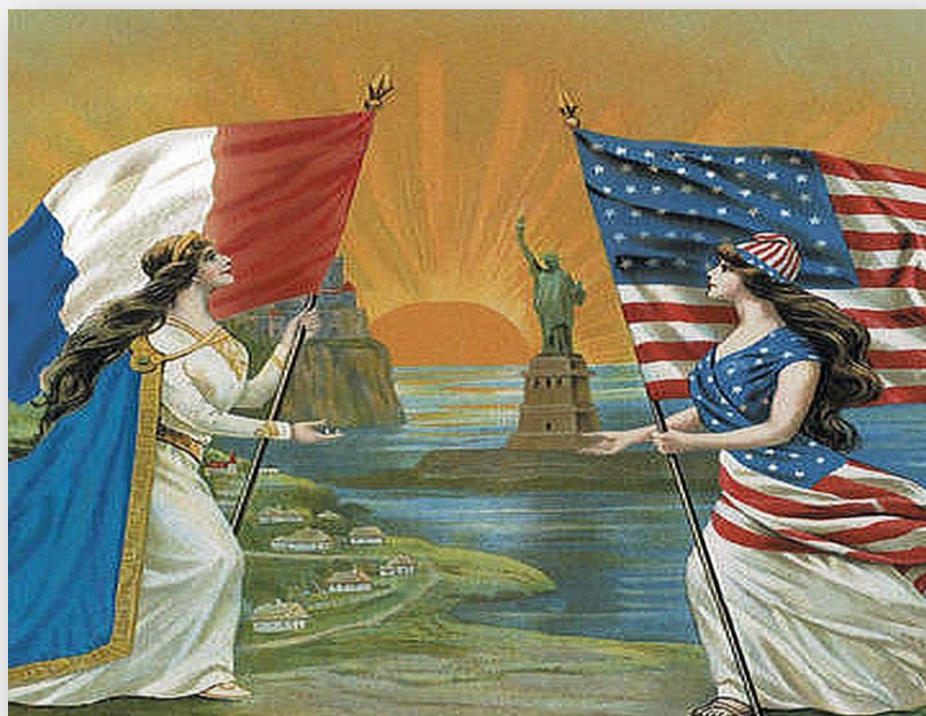
## Merci à la France...

Par Yves de Gaulle,

**L**e soutien de la France à la longue conquête américaine de l'indépendance (1775-1782) fut au départ guidé par des motifs divers : volonté de revanche après les traités d'Utrecht (1) et de Paris (2), animosité héréditaire de la nation contre l'Angleterre, esprit philosophique venu des « Lumières » en faveur à la cour, défense des routes commerciales du royaume, soutien des colons venus s'installer avec difficulté depuis plus de deux siècles. L'ensemble de ces facteurs conduisirent d'abord les agents français à entretenir le mécontentement des Anglo-Américains vis-à-vis de la puissance coloniale anglaise, puis, au moment de la lutte elle-même, à les soutenir directement par sa diplomatie, son argent, ses escadres et ses soldats.

C'est la victoire de Saratoga, remportée par les Américains sur les Anglais le 7 octobre 1777, qui décida Louis XVI à signer en février 1778 un traité de commerce et d'alliance défensive et offensive pour le cas où l'Angleterre déclarerait la guerre à la France, ce qu'elle fit aussitôt. Cette date marque le début de l'aide officielle du royaume aux futurs États-Unis dans une guerre qui avait réellement commencé pour eux en 1774 (3). Si une partie de la noblesse avait accueilli avec sympathie la révolte des colonies anglaises, ce n'était pas le cas, au début, de Louis XVI, pour qui les idées d'indépendance politique et de liberté religieuse n'avaient pas vraiment leur place auprès d'un trône basé sur le droit divin et le principe d'absolutisme. Cependant, les corsaires américains avaient accès libre aux ports français du Saint-Laurent et pouvaient acheter ce qui leur était nécessaire ; de nombreux volontaires français partirent se battre pour l'indépendance américaine ; les agents américains présents à Paris faisaient passer discrètement armes et munitions vers leur pays ; l'arrivée de Benjamin Franklin en France eut un impact important à la cour pour convaincre l'opinion de la justesse de leur cause pendant que, sur place, les violences causées par les Anglais sur la population, y compris les colons français, emportaient la conviction qu'il était nécessaire d'intervenir délibérément. Il fallait aussi compter sur les initiatives individuelles comme celle, bien connue, du jeune marquis de La Fayette. Âgé d'à peine 20 ans, capitaine des dragons ayant suivi les cours de l'académie militaire de Versailles, il n'hésita pas à quitter sa carrière et sa jeune épouse pour s'embarquer vers le Nouveau Monde sur un navire rempli d'une cargaison de fusils. On connaît la suite : il est nommé major général de l'armée américaine par le Congrès le 31 juillet 1777 et participe à de nombreuses opérations jusqu'en janvier 1779, date de son premier retour au pays.

Dès la signature du traité d'alliance, et disposant d'une marine de combat largement reconstituée après le traité de Paris de 1763, notamment grâce aux efforts du comte de Choiseul, le roi envoya une première escadre commandée par Charles Henri d'Estaing forte de douze vaisseaux de ligne et quatorze frégates avec un renfort de 10 000 soldats équipés destinés à combattre l'Anglais. En 1780, ce fut un second corps expéditionnaire suscité par La Fayette, rentré en France entretemps pour réclamer une aide supplémentaire, dirigé par le comte de Rochambeau et constitué d'une flotte de combat importante (sept vaisseaux lourds, six frégates et corvettes, 36 bâtiments de transport), de 6 000 soldats français et d'une somme de six millions de livres, qui partit rejoindre l'armée continentale commandée par George Washington. Sans détailler les péripéties des opérations militaires, remplies de victoires et défaites partielles, les armées alliées finirent par l'emporter lors de l'opération conjointe sur Yorktown par l'armée terrestre (Washington et Rochambeau) et dans la baie de Chesapeake (amiral de Grasse), où les forces combinées contraignirent le général Cornwallis à la capitulation, le 19 octobre 1781, avec le quart des forces britanniques engagées dans le conflit. Leur garnison fut faite prisonnière de guerre. Les vaisseaux anglais furent attribués à la flotte française tandis que plus de 150 canons ou mortiers, la caisse militaire et des armes de toute sorte furent remis aux Américains.



Il y eut encore quelques combats, mais qui se déroulèrent hors le territoire américain, notamment la bataille de Saint-Christophe, autour de l'île du même nom, dans les Caraïbes, entre vaisseaux français et anglais, en janvier 1782, territoire finalement reconquis par l'amiral de Grasse.

### Un milliard de livres dépensées par la France

Le bilan humain reste aujourd'hui peu précis. Selon Pascal Cyr et Sophie Muffat (4), les pertes françaises sur le continent américain auraient été de 2 119 morts, chiffre ne prenant pas en compte celles liées aux combats navals. Les Britanniques auraient eu 6 000 tués en opération et les mercenaires allemands, que les Anglais avaient recrutés, environ 1 800. Les Américains, selon les mêmes sources (5), auraient déploré 6 800 morts. Ces chiffres n'intègrent évidemment pas les victimes causées par les maladies, les captivités, ni les blessés peu ou pas soignés. De même, les pertes civiles auraient été de plus de 130 000 personnes en raison essentiellement des épidémies de variole et de typhus. On reste cependant très loin des chiffres enregistrés lors de la guerre de Sept Ans (1756-1763), probablement plus d'un million de disparus civils et militaires, il est vrai dans un conflit d'envergure mondiale.

Sur le plan financier, le royaume de France a payé cher son soutien à la cause de l'indépendance américaine. Outre le bilan humain et les efforts de guerre considérables engagés auparavant pour reconstituer sa flotte de combat comme pour équiper ses propres marins et soldats, les dépenses directes liées aux expéditions militaires au moment du conflit sont importantes, même s'il est bien difficile de les évaluer avec précision faute de références suffisantes.

D'après Eugene White (6), les revenus budgétaires du royaume se montaient à 437 millions de livres en 1781, les dépenses à 526 millions, soit un déficit de 89 millions tandis que les emprunts nouveaux s'élevaient au même montant pour combler l'écart. Le principe budgétaire de l'époque était simple : il y a des dépenses, il faut les couvrir. Les mêmes données pour 1780 faisaient apparaître respectivement 501 millions de recettes, 625 millions de dépenses, et donc une différence de 124 millions, couverte par des emprunts supplémentaires. Le repère intéressant est celui des données enregistrées pour 1774, juste avant l'engagement français, montrant un budget équilibré et plus réduit (325 millions de livres en recettes et dépenses, sans endettement supplémentaire). Sans qu'il soit possible d'imputer strictement les augmentations de dépenses annuelles au seul financement du conflit, il faut cependant noter que celles-ci, entre 1774 et 1780, auront presque doublé (300 millions supplémentaires).

D'après Alain Guéry (7), à la veille de la période révolutionnaire et donc juste après la guerre d'indépendance, le service global de la dette (intérêts + capital) absorbait près de la moitié du budget de l'État tandis que les dépenses militaires et diplomatiques en représentaient plus du quart, dont plus de 20 % pour la guerre. Avec une moyenne budgétaire estimée à environ 500 millions de livres dépensées annuellement sur la période 1774-1781, l'application simple du pourcentage de 25 % (8) consacré à la guerre dans tous ses aspects (financement direct, aides diverses, actions diplomatiques négociées, etc.) donne un total de l'ordre d'un milliard de livres engagées sur la période dans le conflit américain. Ce calcul grossier en mésestime probablement le coût global car au plus fort de l'intervention (1779-1781), la part budgétaire consacrée aux dépenses militaires et diplomatiques était vraisemblablement supérieure au quart du total retenu plus haut, en même temps que coexistaient d'autres théâtres d'opérations où était impliquée la marine française (dans l'océan Indien, par exemple). Ce chiffre d'environ 125 millions annuels est significatif s'il est comparé à l'estimation des dépenses de la maison du roi (environ 40 millions par an sur la période), à celle des « autres dépenses » (60 millions de livres), et à la charge des intérêts de la dette (45 millions). Quant au stock de dettes de l'État, des sources concordantes l'estiment à plus de 90 % du PIB (9), montant qui aurait progressé sur dix ans, comme la somme des déficits de recettes budgétaires courantes.

### Sans aucune contrepartie économique

Les relations économiques bilatérales avec les nouveaux États-Unis n'ont pas tourné au bénéfice de la France après l'accession à l'indépendance des provinces américaines. Le 3 septembre 1783 sont signés à Paris et à Versailles plusieurs traités de paix entre les belligérants. Les Anglo-Saxons tirèrent sans vergogne les premiers en initiant d'abord entre eux un premier texte bilatéral dès novembre 1782, dans le dos des Français, qui reconnaît l'indépendance des treize colonies et leur accorde les territoires situés au sud des Grands Lacs et à l'est du Mississippi. Vergennes s'est plaint à George Washington, sans succès aucun, du procédé bien peu amical usé par les Américains avec cette tractation secrète, alors que la France, vainqueur du conflit, aurait préféré mener une négociation globale avec tous les participants. Le 3 septembre 1783, deux autres conventions, anglo-espagnole et anglo-française, sont conclues, qui aboutissent à quelques restitutions matérielles et territoriales au profit des vainqueurs, tandis que par un traité signé le 20 mai 1784, l'Angleterre acceptait de rendre à la Hollande les possessions néerlandaises capturées dans les Indes orientales.

Sur le plan commercial, la France avait espéré de sa contribution prendre la place tenue par l'Angleterre dans l'économie des États-Unis. En réalité, la période s'étendant de 1783 à 1789 fut une période de grand déséquilibre du commerce entre les deux pays (10) par rapport à ce qu'il avait été après le traité de 1778. Les exportations américaines vers la France (métropole + Antilles) furent même en moyenne dix fois plus importantes que les ventes françaises en Amérique. En outre, la France devait payer ses importations en numéraire, qui servait ensuite à régler les achats américains à l'Angleterre, laquelle leur fournissait l'essentiel des produits manufacturés importés. Le comte de Moustier, nouveau ministre de France aux États-Unis, se rendit compte que les Américains trouvaient naturel de vendre à la France beaucoup plus qu'ils ne lui achetaient, cela sans savoir aucun gré ni de l'aide française pendant leur guerre d'indépendance ni des facilités qui leur étaient également accordées par l'ouverture de nouveaux ports aux Antilles françaises. De plus, le commerce américain concurrençait également celui de la France en se développant dans d'autres zones (Malte, le Levant...), situation qui perdura en s'aggravant encore pendant les années révolutionnaires. De leur côté, les exportations anglaises vers les États-Unis, presque nulles en 1778, remontèrent vigoureusement au moment de la paix pour retrouver dès 1783 le niveau qu'elles avaient avant 1770. La relation bilatérale entre les deux pays se renforça encore par la signature, plus tardive, le 19 novembre 1794, d'un traité facilitant l'échange réciproque des marchandises (clause de la nation la plus favorisée accordée aux États-Unis), cela en même temps que les Américains dénonçaient unilatéralement, et de manière fallacieuse (11), le traité d'alliance entre Français et Américains signé en 1778.

Quant à la dette américaine vis-à-vis de la France, elle ne fut pas réglée comme prévu initialement (12). Le stock de dettes officielles envers le royaume, constitué entre 1779 et 1781, aurait dû être payé à tempérament et totalement soldé le 1er janvier 1788. Le roi accepta par convention, en juillet 1782, d'étaler largement les remboursements en même temps qu'il garantit par sa signature l'emprunt que les États-Unis tentaient de lever auprès de la Hollande, non sans, au passage, accepter d'en couvrir les frais de commission et de banque. Chez les Américains, l'habitude était prise de vivre aux dépens d'un royaume de France si désintéressé que certains affirmaient même que « la France était trop généreuse pour insister sur les remboursements qui lui étaient dus, mais que les Hollandais, élevés dans l'étude des affaires d'argent, n'ont pas la même indulgence ; d'où cette conséquence qu'il ne fallait pas exposer les navires américains à être saisis par les capitalistes d'Amsterdam, mais que pour la France rien ne pressait » (13)...

Sur les plans économique et commercial, la relation privilégiée qu'avaient les États-Unis avec la France, relation qui leur a permis tout simplement d'exister, fut ainsi très vite occultée au profit de leurs anciens maîtres. Avaient-ils tout oublié de l'attitude britannique envers eux, les taxes systématiques et excessives, les pillages, les massacres de colons, même leur attitude au moment de la reddition après la bataille de Chesapeake, qui vit leur commandant, le général Cornwallis, humilié et peu courageux, ne même pas daigner se présenter lui-même à ses vainqueurs...

Les Anglo-Saxons nous montrèrent déjà qu'ils préfèrent rester entre eux pour leur profit réciproque, valeur cardinale de leur civilisation. « La France seule fait la guerre pour une idée », aurait déclaré Louis XVI à la fin de son règne (14). Ce roi, trop souvent amoindri dans nos jugements historiques, n'a pas ménagé les ressources du royaume pour défendre, seul, la juste cause des États-Unis d'Amérique, en faisant preuve d'une clairvoyance et d'une énergie qui n'ont été militairement payées de retour que tardivement, en 1917 et 1942, et seulement lorsque ces États-Unis ont vu leurs intérêts économiques directement menacés.

1. Signés en 1713 pour mettre fin à la guerre de Succession d'Espagne. La France a dû notamment céder à la Grande-Bretagne l'Acadie française (aujourd'hui péninsule de la Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et ses îles adjacentes), son protectorat sur le territoire iroquois (aujourd'hui État de l'Ohio, est de l'Indiana, ouest de la **Pennsylvanie et nord-ouest** de la Virginie-Occidentale).
2. 10 février 1763. La France, chassée de la Nouvelle-France (Canada), récupère les petites îles de Saint-Pierre-et-Miquelon et conserve un droit de pêche près de Terre-Neuve et dans le golfe du Saint-Laurent. Elle recouvra la Guadeloupe, Marie-Galante, la Désirade, la Martinique, mais céda la partie occidentale de la Louisiane aux Espagnols.
3. Plus précisément le 5 septembre 1774, où un congrès rassemblant treize provinces américaines publia la déclaration des droits et décida d'intervenir militairement pour libérer Boston assiégée par les Anglais.
4. Pascal Cyr et Sophie Muffat, *La Guerre d'indépendance américaine, Passés composés*, 2022.
5. Idem.
6. Eugene White, « Y avait-il une solution au dilemme financier de l'Ancien Régime ? », *Études et documents*, 1992, p. 61-88.
7. Alain Guéry, « Les finances de la monarchie française sous l'Ancien Régime », *Annales*, mars-avril 1978, p. 216-239.
8. Environ 15 % aujourd'hui.
9. Jean Marczewski, *Introduction à l'histoire quantitative*, Droz, 1965.
10. Jacques Godechot, « Les relations économiques entre la France et les États-Unis de 1778 à 1789 », *French Historical Studies*, vol. 1, no 1, 1958, p. 26-39.
11. Le Congrès des États-Unis considéra que le traité de 1778 avait été signé avec le roi de France et que sa « disparition » annulait par elle-même la validité du traité...
12. Marcel Marion, « La France créancière des États-Unis (1781-1795) », *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1928, p. 830 et suiv.
13. Idem.
14. Thomas Balch, *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance*, 1872, Gallica.

### Yves de Gaulle

\***Yves de Gaulle** est haut fonctionnaire. Il est l'auteur d'*Un autre regard sur mon grand-père Charles de Gaulle* (Plon, 2016) et de « *Ma République* ». Apocryphe de Charles de Gaulle (*L'Observatoire*, 2019). Dernier ouvrage publié : *Chevalier solitaire* (Plon, 2022).

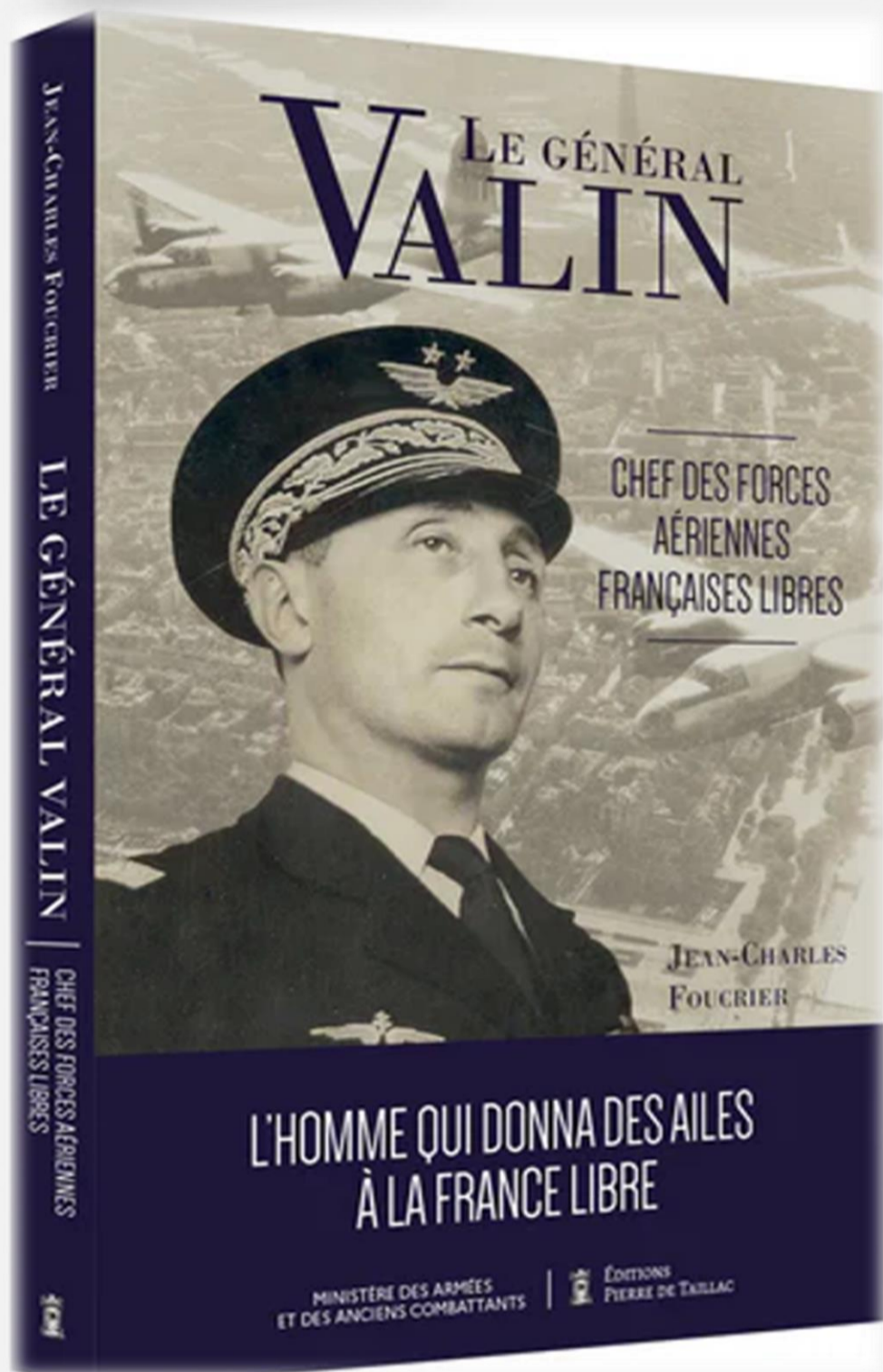
## Livre

### Le général Valin

L'homme qui donna des ailes à la France Libre  
Jean-Charles Fouquier



**Jean-Charles Fouquier** est docteur en histoire de l'université Paris-IV Sorbonne, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, et notamment d'aviation militaire. Il est chargé de recherches et d'enseignement au Service historique de la Défense à Vincennes. Officier de réserve au Commissariat des Armées, il enseigne ponctuellement à l'École des Commissaires (Salon-de-Provence), ainsi qu'à l'École de Guerre (Paris). Il est l'auteur de *La Stratégie de la destruction* (Vendémiaire, 2017), *La guerre des scientifiques* (Perrin, 2019), et *Le Ciel du Reich* (Perrin, 2025).



**F**igure discrète mais centrale de la France libre, Martial Valin (1898-1980) fut celui qui donna des ailes au combat gaullien. Pilote courageux, chef militaire visionnaire, organisateur hors pair, il incarne la renaissance de la puissance aérienne française, au moment où tout semblait perdu.

En 1941, il prend la tête des FAFL et contribue à faire reconnaître la France libre sur la scène internationale. Architecte de l'aviation de combat française face au nazisme, artisan de sa reconstruction après-guerre, il demeure pourtant largement méconnu.

S'appuyant sur 130 cartons d'archives inédites conservées au Service historique de la Défense, Jean-Charles Fouquier nous offre la première grande biographie de ce chef déterminant. Une plongée dans les coulisses de la France libre, au cœur des rivalités politiques, des choix militaires cruciaux et de la construction d'une arme nouvelle – l'armée de l'Air moderne.

Un récit dense, humain et stratégique, qui redonne sa place à un grand soldat français, aux côtés des Leclerc, de Lattre, Juin, Koenig et Muselier.

*Jean-Charles Fouquier est docteur en histoire de l'université Paris-IV Sorbonne, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, et notamment d'aviation militaire. Il est chargé de recherches et d'enseignement au Service historique de la Défense à Vincennes. Officier de réserve au Commissariat des Armées, il enseigne ponctuellement à l'École des Commissaires (Salon-de-Provence), ainsi qu'à l'École de Guerre (Paris). Il est l'auteur de *La Stratégie de la destruction* (Vendémiaire, 2017), *La guerre des scientifiques* (Perrin, 2019), et *Le Ciel du Reich* (Perrin, 2025).*

24,90 €

ÉDITIONS  
PIERRE DE TAILLAC

**F**igure discrète mais centrale de la France libre, Martial Valin (1898-1980) fut celui qui donna des ailes au combat gaullien. Pilote courageux, chef militaire visionnaire, organisateur hors pair, il incarne la renaissance de la puissance aérienne française, au moment où tout semblait perdu.

En 1941, il prend la tête des FAFL et contribue à faire reconnaître la France libre sur la scène internationale. Architecte de l'aviation de combat française face au nazisme, artisan de sa reconstruction après-guerre, il demeure pourtant largement méconnu.

S'appuyant sur 130 cartons d'archives inédites conservées au Service historique de la Défense, Jean-Charles Fouquier nous offre la première grande biographie de ce chef déterminant.

Une plongée dans les coulisses de la France libre, au cœur des rivalités politiques, des choix militaires cruciaux et de la construction d'une arme nouvelle – l'armée de l'Air moderne. Un récit dense, humain et stratégique, qui redonne sa place à un grand soldat français, aux côtés des Leclerc, de Lattre, Juin, Koenig et Muselier.



Par **Tristan Lecoq**,

## Histoire militaire L'année 1940

Les événements survenus en 1940 font de cette année l'une des plus noires de l'histoire de la France à l'époque contemporaine. La « drôle de guerre » et un effondrement militaire qui tourne en débâcle et l'exode, la faillite des élites et le choix de l'armistice, la division et l'occupation du territoire et l'avènement d'un régime autoritaire qui collabore avec le vainqueur. La défaite, l'effondrement et l'avènement du régime de Vichy se sont pourtant accompagnés de formes de résistance et d'opposition importantes au cours de l'année 1940. Enseigner 1940, c'est concentrer l'attention des enseignants et des élèves sur trois temps forts de cette année : la France et les Français face à la guerre : la « drôle de guerre » et la campagne de France ; la France et les Français face à la défaite : l'appel, le sursaut et le salut ; la France et les Français face à l'Allemagne : gouverner et résister par gros temps.

### La France et les Français en guerre : la « drôle de guerre » et la campagne de France

La France de 1940 est en guerre depuis quatre mois. Une guerre à reculons, une « drôle de guerre », une guerre sans front. Si l'année 1939 avait donné l'impression d'un raidissement de l'opinion publique vis-à-vis de l'Allemagne nazie après l'annexion de Prague, à la guerre civile qui couvait entre Français, entre patriotes et pacifistes, entre antimilitaristes de gauche et anti-modernistes de droite s'ajoutait, à compter du pacte germano-soviétique du 23 août 1939, la dissidence du parti communiste et de ses cadres, sinon de ses militants. L'entrée en guerre s'était effectuée sans qu'à la Chambre des députés, le mot ait été prononcé par Édouard Daladier, président du Conseil et ministre de la Guerre et de la Défense nationale, mais un vote de crédits « [...] pour faire face à la situation internationale ».

La classe politique était elle-même profondément divisée, à l'image d'une société cloisonnée entre les élites et les autres, les ouvriers et les paysans, les inclus, les exclus et les reclus : « Les possédants sont possédés par ce qu'ils possèdent. » Une décomposition sociale, politique, diplomatique, un pacifisme littéraire, internationaliste ou désenchanté, l'attitude des intellectuels « [...] le pacifisme d'un Giono, l'amertume d'un Paul Valéry, le défaitisme de Martin du Gard, ou bien le fascisme d'un Drieu La Rochelle » s'additionnent et composent comme « une forme de résignation majoritaire ».

L'outil militaire n'avait connu qu'une modernisation tardive, inachevée, incomplète et « le corps militaire, auquel l'État ne donnait d'impulsions que saccadées et contradictoires, s'enfermait dans son conformisme. L'Armée se figeait dans les conceptions qui avaient été en vigueur avant la fin de la dernière guerre. Elle y était d'autant plus portée que ses chefs vieillissaient à leur poste, attachés à des errements qui avaient, jadis, fait leur gloire ».

Une armée de fantassins et de réservistes peu ou mal entraînés, des chars dispersés, un entraînement insuffisant à l'abri de la ligne Maginot. Une armée de l'Air trop tardivement équipée d'avions de chasse et de bombardement modernes, sans doctrine d'emploi, une industrie aéronautique dont la production ne suivait pas. La Marine s'en sortait mieux, avec une flotte moderne et nouvelle en 1939, capable de protéger les lignes de communication maritimes et l'Empire dans une stratégie de guerre longue. Le plus grave : l'absence d'un haut commandement digne de ce nom, comme d'une structure interalliée avec les Britanniques et donc d'une planification collective ; la défensive et le front continu comme doctrine, mais l'aventure d'une offensive en Belgique ; une forme de désarmement militaire au cours de l'hiver 1939-1940, malgré l'énergie et les premiers résultats d'un ministre de l'Armement courageux : Raoul Dautry, aux prises avec le sabotage passif, le freinage de la production, l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée.

Dans le cadre d'une stratégie d'attente, fondée sur la trilogie Empire-béton-réarmement, la « drôle de guerre », c'est l'immobilisme du front militaire, l'impossible mobilisation du front industriel, l'irresponsabilité du front politique. L'aventure norvégienne d'avril-juin 1940, ardemment défendue par Winston Churchill, alors ministre de la Marine du gouvernement Chamberlain, succédant d'un soutien trop tardif à la Finlande attaquée par l'URSS et qui capitule le 13 mars 1940 est mal préparée, mal coordonnée, mal terminée.



La défaite du front de France rattrape une opération périphérique et oblige à un rembarquement de troupes qui ont fait, dans des conditions incroyables, mieux que leur devoir. Tout s'est joué au nord-est de la France. Avec des plans allemands qui comportent deux offensives : en Belgique, où s'aventureront les meilleures unités françaises et britanniques, et vers la Meuse par les Ardennes, où des unités françaises sous-entraînées, sous-équipées, quelquefois sous-commandées affronteront l'essentiel du corps blindé allemand.

Du pacifisme au défaitisme, il ne manque plus qu'une offensive allemande. C'est chose faite le 10 mai 1940 à 4 heures 45, alors que le gouvernement Reynaud est démissionnaire depuis la veille, parce que le chef du gouvernement ne parvient pas à obtenir la démission du commandant en chef français, le général Gamelin.

### La campagne de France doit être étudiée dans ses périodes successives.

Du 10 au 18 mai, c'est une double offensive allemande : en Belgique, où le haut commandement français envoie les meilleures troupes alliées, puis vers la Meuse, où se concentrent les éléments blindés les plus offensifs de l'ennemi, face à des forces françaises sous-équipées, sous-entraînées et sous-commandées. Les forces blindées allemandes pivotent ensuite vers la Manche et la mer du Nord : un « coup de faux » que n'empêche pas la contre-attaque de la 4<sup>e</sup> division cuirassée de réserve du colonel, puis général, de Gaulle sur le flanc sud de l'ennemi, à Montcornet, le 12 mai.

Le 18 mai, Paul Reynaud remanie son gouvernement en y faisant entrer le maréchal Pétain et remplace Gamelin par Weygand. Du 18 mai au 4 juin, c'est la retraite, l'encerclement des armées du Nord, Dunkerque et la tentative de reprise de l'initiative militaire, à un contre-trois. Du 4 au 14 juin, c'est le délitement du système de défense mis en place par le général Weygand et l'entrée en guerre de l'Italie le 10 juin ; retraite générale des armées le 12 juin ; Paris ville ouverte le 14. Dans le contexte de l'« exode » de plus de huit millions de populations du nord de la France qui se déversent sur le sud.

Du 14 au 24 juin, c'est la fin de toute manœuvre militaire organisée du côté français, le retrait programmé des Britanniques et la demande d'armistice du maréchal Pétain, le 17 juin.

Que retenir de ces combats qui ont fait, en moins de six semaines, près de 60 000 morts français et 1,8 million de prisonniers, vaincu une armée considérée, en septembre 1939, comme la première armée du monde, mis la France à genoux et dissous la République ?

En premier lieu, que l'armée française s'est battue et, le plus souvent, bien battue. Sans passer sous silence les défaillances, l'indiscipline, l'impréparation, ce sont surtout deux armées que tout oppose, et non les seuls combattants. Les *Panzerdivisionen* de la *Wehrmacht* sont regroupées en un point particulièrement faible du dispositif français, vers la Meuse puis la mer, avec une marge de manœuvre tactique très large, face à des unités de réservistes âgés, mal encadrés, mal armés, mal préparés à la vitesse, à la force mécanique, aux avions en piqué.

Ailleurs, cependant, en Belgique, sur la ligne Maginot, sur l'Aisne, la Somme ou dans les Alpes, les Allemands et les Italiens doivent faire face à des soldats français qui, lorsqu'ils sont bien armés, bien encadrés, bien entraînés, font preuve d'un véritable courage au feu et d'une indéniable maîtrise technique.

Ensuite, que l'état-major français s'est révélé en-dessous de sa tâche par un attachement étroit à des procédures d'un autre temps et que la « drôle de guerre » a eu un effet démoralisant sur la troupe : l'ennui, la passivité, l'indécision, sans qu'une classe politique à bout de souffle fasse preuve de quoi que ce soit d'autre que d'indétermination. « Être inerte, c'est être battu [...] L'obscur sentiment d'impuissance que le système actuel fait naître dans l'âme des chefs, commence à se répandre dans la nation armée elle-même ».

Enfin, que c'est une guerre nouvelle, une poussée décisive, un allant formidable du côté des Allemands et un accablement, un abattement, une passivité du commandement français. L'effet de sidération ne se dissipe que le 25 mai, lorsque l'état-major comprend les causes des succès allemands : coopération des avions et des chars, groupements interarmées, autonomie tactique, en fonction de l'effet final recherché. Peut-on, doit-on, faut-il continuer la lutte ? Où et avec qui ? Reynaud ayant abandonné la partie, le 16 juin, au profit d'un gouvernement Pétain, celui-ci demande l'armistice, demeure en France, s'engage très vite vers un changement de régime. Tout est lié.

Les armistices des 22 et 24 juin 1940 sont à la mesure de l'effondrement : la France occupée aux deux-tiers par les Allemands et (très peu) par les Italiens, l'Alsace et la Moselle annexées au *Reich*, le nord de la France rattaché au commandement allemand à Bruxelles, les régions côtières de la mer du Nord, de la Manche et de l'Atlantique soumises à un régime particulier... Non plus une carte de France, mais une France découpée en huit zones, ou secteurs, souvent sans relations possibles entre les uns avec les autres. Une mise en tutelle économique et financière, une très lourde indemnité d'occupation, une vassalisation militaire, administrative et politique. L'effondrement, l'humiliation et le renoncement. Demeurent, mais dans des conditions incertaines, la flotte de guerre intacte, l'Empire colonial, une apparence de souveraineté.

### **La France et les Français face à la défaite : l'appel, le sursaut et le salut**

Le général de Gaulle lance le 18 juin le célèbre appel, alors que les conditions de l'armistice ne sont pas connues, que le gouvernement britannique n'a pas rompu avec le gouvernement français, que les ministres britanniques eux-mêmes sont partagés sur la ligne à suivre. L'appel, délibérément court, se veut rationnel : la France, avec son Empire, demeure une force essentielle ; l'Angleterre « tient la mer » ; « l'immense industrie des États-Unis » rentrera dans le jeu, parce que « cette guerre est une guerre mondiale ». C'est aussi un appel calculé. Si l'on sait que Pétain demande l'armistice, nul ne sait quel pouvoir va se mettre en place en France. C'est sur le terrain de la lutte et aux combattants qu'il s'adresse. Pas de ligne de partage politique ou idéologique, ni même militaire.

De Gaulle prend cependant date, en désignant les responsables de la défaite : « Les chefs qui, depuis de longues années, sont à la tête des armées françaises. » Au premier rang desquels le maréchal de France, dernier président du Conseil de la III<sup>e</sup> République et, bientôt, « Chef de l'État français », Philippe Pétain.

Un mot, dans cet appel, éclaire le présent et l'avenir : « résistance ». Nulle connotation militaire ou politique, mais une posture morale qui inspire, de 1940 à 1944, De Gaulle et ceux qui le suivent, dans la France libre et dans la Résistance et qui donne, par avance, la signification des années qui viennent. Moment assez rare dans l'histoire, pour qu'on y insiste. Il s'agit bien de la rupture d'un destin et d'un geste de fondation qui s'apprête à bouleverser autant le cours de la guerre que sa propre vie, marquant ainsi l'identification entre l'acte résistant et l'homme. Le refus de l'armistice et de la capitulation, c'est de Gaulle résistant et s'arrachant, par-là même, à ses origines, à son état d'officier, à sa carrière pour entrer dans la rébellion, dans l'indiscipline, dans la pleine conscience d'un individu qui fait le choix de cette conscience et de sa liberté face au collectif et aux corps constitués. Il y a des valeurs supérieures à l'obéissance !

Si le discours du 18 juin n'est pas encore un discours politique, il est à la fois une anticipation et un calcul. Anticipation des conditions terribles et dégradantes de l'armistice ; calcul sur le choix que l'Empire, et surtout l'Afrique française du nord (AFN) pouvait faire de continuer le combat. Ce n'est que lorsque les conditions de l'armistice sont connues, le 21 juin, et notamment celles relatives à la flotte de guerre française, que le cabinet de guerre britannique ratifie, en quelque sorte, le choix du Premier ministre : de Gaulle s'est engagé, il sera soutenu. Cela s'entend et se comprend lors de son discours du 22 juin.

Dans les semaines qui suivent, il s'emploie donc à tenter de rallier à lui les différents territoires de l'Empire et les forces françaises présentes en Grande-Bretagne, avec un résultat le plus souvent médiocre. Le Général ne parvient pas plus à réunir les personnalités que lui réclame le Premier ministre britannique pour constituer un Comité national, censé représenter les intérêts français. Le 28 juin, Churchill prend acte de cet échec et déclare à de Gaulle : « Vous êtes seul ? Eh bien, je vous reconnais tout seul ! », « Chef de tous les Français libres » et, le 7 août, l'accord de *Chequers*, préparé par René Cassin et signé par les deux hommes, accorde au mouvement français libre le caractère d'un gouvernement régulier en devenir.

Dans l'Empire, devant les termes des armistices franco-allemand et franco-italien des 22 et 24 juin 1940, la grande majorité des chefs militaires français finissent par rentrer dans le rang. Un gouvernement français et une autorité maintenue, en l'état et par l'armistice sur l'ensemble du pays, le contrôle de l'Empire colonial, une flotte de guerre intacte dont le chef, l'amiral Darlan, devient ministre du Maréchal, qui sont préservés : autant de facteurs d'explication auxquels s'ajoute la personnalité de celui qui a fait « don de sa personne à la France ».

C'est dans ce contexte qu'a lieu, le 3 juillet, le bombardement de la Flotte française à Mers-el-Kebir par la *Royal Navy*. Trace sanglante de l'Angleterre et de son Premier ministre d'une volonté implacable de continuer la guerre, incapacité de l'allié d'hier à décider autre chose que le respect de l'armistice et sacrifice de 1 300 marins français, hauteur de vue et détermination glacée du général de Gaulle.

À la date du 15 août 1940, seuls 2 721 volontaires ont signé un engagement dans la « Légion de Gaulle », sur une quarantaine de milliers de Français expatriés ou réfugiés en Grande-Bretagne. Le légalisme, la discipline, le soulagement aussi devant la fin des combats, et l'espoir de retrouver bientôt leur famille, l'emportent chez la plupart. Parmi ceux qui font le choix de la « dissidence », on ne compte que 900 hommes de la 13<sup>e</sup> demi-brigade de Légion étrangère, quelques chasseurs alpins du corps expéditionnaire français en Norvège, des fantassins, des marins, des aviateurs. Bien peu de monde, en vérité. Tous ont en commun une forme d'arrachement individuel face au collectif, une forme d'indiscipline vis-à-vis de l'autorité, un acte de rupture par rapport à leur milieu, à leur éducation, à leur carrière. La guerre cesse pour eux d'être un acte collectif, elle devient un choix de conscience.

Ce temps historique des commencements peut être ainsi le temps de l'interrogation du pédagogue. Qu'est-ce que « résister » ? Faut-il parler d'« entrer » en résistance, ou mieux, d'« inventer » une résistance ? Si l'analyse des historiens privilégie le plus souvent les modes d'actions pour répondre à la question, la relation de l'action au sens est essentielle. Résister, c'est donc agir et donner du sens à son action. Ainsi en est-il du capitaine Philippe de Hauteclocque en 1940, après une brillante campagne de France, refusant la défaite, brisant le lien qui l'attache à l'armée, à ses traditions et à ses contraintes, en homme libre, il prend la décision de rejoindre le général de Gaulle. Hauteclocque devient Leclerc. Ainsi en est-il du préfet Jean Moulin qui, dès juin 1940, comprend et refuse, avant de s'engager et de résister.

### **La France et les Français face à l'Allemagne : gouverner et résister par gros temps**

La France de l'été 1940 subit de plein fouet le choc de la guerre et de ses destructions, de l'exode et de 10 millions de Français sur les routes, de l'effondrement militaire et de ses soldats prisonniers. Pas de retour à la normale avant l'automne et pas partout. Pas de nouvelles, écrites ou téléphoniques, ou bien encore par les journaux, avant longtemps. Les transports sont désorganisés, une ligne de démarcation interdit de franchir les zones Nord et Sud sans autorisation, les grandes villes font face à une pénurie de ravitaillement et de services. Le quotidien devient épuisant et impossible.

Les pleins pouvoirs constituants au « chef de l'État français » sont votés par le Sénat et la Chambre des députés réunis à Vichy, le 10 juillet 1940. L'État français et sa devise « Travail, Famille, Patrie » remplacent la République et la sienne « Liberté, Égalité, Fraternité ». Sous couvert de « Révolution nationale », un régime autoritaire, avec une police, une justice, une administration aux ordres d'un pouvoir anti-démocratique, anti-républicain, anti-libéral, se met rapidement en place. Le régime prend, d'emblée, des décisions xénophobes et antisémites, des textes de dénaturalisation de juillet 1940 à la loi du 3 octobre 1940 « portant statut des juifs » et les excluant des professions liées à l'État. Avant même l'entrevue de Montoire, le 24 octobre 1940, la collaboration avec l'occupant est une ligne politique qui ne va qu'en s'accroissant. Pour affirmer une forme de souveraineté par rapport au III<sup>e</sup> *Reich*, Vichy va au-devant des ordres des Allemands. À Montoire, le maréchal Pétain passe de l'implicite assumé à l'explicite revendiqué, en s'engageant « librement dans la voie de la collaboration ».

L'opinion publique est sous contrainte et surveillée de près par le nouveau régime, de part et d'autre de la ligne de démarcation. Disparition des partis, des syndicats, de la presse d'opinion ; distance vis-à-vis d'un régime républicain qui, contrairement à la Grande Guerre, n'a pas tenu, alignement des communistes sur Moscou à la suite du pacte germano-soviétique, culte du Maréchal et adhésion plus ou moins forcée à la « Révolution nationale ».

Les travaux de Pierre Laborie insistent sur les « zones grises », les « ambivalences », le « penser double » qui sont à l'œuvre en France dès 1940 : soutenir le maréchal Pétain en même temps que de s'opposer à l'occupation et à la collaboration et de souhaiter préparer la « revanche ». Ceux de Julian Jackson ont mis en valeur des oppositions et refus qui se manifestent au moment même de la défaite, tandis que ceux de Julien Blanc montrent que la Résistance dans sa forme organisée est née en zone occupée, dès l'été et l'automne 1940, et n'apparaît pas totalement coupée de la société française. Il n'en demeure pas moins qu'au sein du personnel politique, des élus, des partis, les lignes peuvent être tracées au regard de l'histoire. Ainsi du parti communiste, lié à l'URSS et à l'Allemagne par le pacte germano-soviétique du 23 août 1939. Ainsi de l'armistice qui n'est pas neutre, de Vichy qui n'est pas souverain, de la collaboration qui devient militaire.

Cette résistance n'a, en ces moments des débuts, que bien peu de liens avec celle d'une France combattante incarnée à Londres par le général de Gaulle. Sa diversité et des positionnements parfois divergents par rapport à l'attitude à adopter à l'égard de Pétain et de Vichy font également qu'il conviendrait mieux de parler de « résistances » au pluriel, plutôt que de « Résistance » avec majuscule et au singulier. Les premiers résistants se constituent en petites unités, en cercles restreints, à partir de connaissances personnelles, professionnelles ou politiques, ou bien encore religieuses. Rédaction d'articles, distribution de tracts, filières pour partir ou se sauver. Au nord, la situation est critique, au sud les premiers résistants sont bien seuls.

Les premières opérations en zone occupée ont pour objectif de recueillir des renseignements. Si des actes de refus sont menés de façon individuelle et isolée, des manifestations plus collectives se développent également à partir de l'automne 1940, démontrant que la société française ne reste pas totalement passive face à l'occupant, même si la participation à ces protestations peut se révéler sans lendemain, ne s'accompagne pas forcément d'un engagement résistant, s'apparente aussi à ce « non-consentement » signifié par Pierre Laborie. Elles n'en démontrent pas moins que de nombreux Français sont conscients, patriotes et anti-allemands en 1940 et n'hésitent pas à le faire savoir, comme l'Inspecteur général Gustave Monod qui dit « non » au statut des juifs d'octobre 1940. La plus importante des protestations collectives est celle de la jeunesse parisienne qui, sans véritablement répondre à un mot d'ordre venu de Londres, n'hésite pas à braver l'interdiction faite par l'occupant de manifester à l'occasion de la commémoration de l'armistice de 1918.

Une résistance commence à se développer et à se manifester en métropole sous ses formes pionnières dès les derniers mois de 1940 et le début 1941 avec l'émergence des premiers réseaux et des premiers mouvements : « Musée de l'Homme » de Boris Vildé, « Défense de la France » de Philippe Viannay en zone occupée, « Liberté » de François de Menthon, le « Mouvement de libération nationale » de Frenay, « Franc-Tireur » de Jean-Pierre Lévy, « Libération » d'Astier de la Vigerie en zone Sud. La publication des premiers journaux clandestins pendant cette période constitue une étape cruciale dans la maturation de la Résistance car elle permet de lui donner une dimension concrète, encourage sa structuration et établit des liens avec l'ensemble de la société du fait de leur diffusion.

S'il est incontestable que « la France libre fut africaine », l'Afrique française du Nord (AFN) reste fidèle à Vichy et seuls quelques territoires, périphériques et peu peuplés, manifestent leur volonté de demeurer aux côtés de l'allié britannique dans la guerre à l'été et à l'automne de 1940 : Nouvelles-Hébrides le 20 juillet, Établissements français d'Océanie le 2 septembre, comptoirs français des Indes le 9, Nouvelle-Calédonie le 19. L'apport principal vient de l'Afrique équatoriale française (AEF) et du Cameroun qui, à la suite du Tchad du gouverneur Félix Éboué, proclament leur ralliement à la France libre lors des Trois Glorieuses des 26-28 août 1940 ; seul le Gabon demeure alors sous l'autorité de Vichy.

Churchill et de Gaulle tentent ensuite de rallier Dakar et, avec elle, toute l'Afrique occidentale française (AOF), mais l'opération est un échec les 24 et 25 septembre 1940. Vichy fait tirer sur des Français. En revanche, les Forces françaises libres (FFL) s'emparent du Gabon en novembre, au terme d'une brève campagne.

Ces ralliements assurent à la France libre des territoires où exercer son autorité, des ressources pour l'effort de guerre allié et des moyens humains pour étoffer les rangs des FFL. C'est l'occasion, également, d'affirmer la continuité et la souveraineté de la France en guerre, par la création, à Brazzaville, le 27 octobre 1940, d'un Conseil de défense de l'Empire, organe consultatif composé de gouverneurs de ces territoires, de chefs militaires et de personnalités de la France libre.

Dès septembre 1940, des pilotes des Forces aériennes françaises libres (FAFL) sont engagés contre les chasseurs et bombardiers allemands dans le ciel d'Angleterre. Les marins des Forces navales françaises libres (FNFL) assurent, sur toutes les mers, des missions de protection des convois de leurs frères de la marine marchande, de surveillance et d'attaque qui les opposent aux sous-marins, aux bâtiments de surface et aux avions ennemis, de présence du pavillon national et de la croix de Lorraine. Enfin, les forces terrestres combattent en Afrique les forces italiennes qui menacent les Britanniques depuis leurs possessions coloniales. C'est l'épopée de Leclerc, qui conduira les Français libres de Koufra à Strasbourg.

**\*Tristan Lecoq** : Capitaine de vaisseau (CR). Inspecteur général de l'Éducation nationale (histoire-géographie). Membre de l'Académie de Marine. Membre associé de l'Inspection générale des affaires maritimes.



## Mémoire du 26 janvier 1940

(extraits)



Charles De Gaulle



Le 26 janvier 1940, le colonel de Gaulle adressait aux généraux Gamelin, Weygand et Georges, ainsi qu'à MM. Daladier et Reynaud, un mémorandum, où il traitait, avec sa lucidité et sa hauteur de vue habituelles, l'ensemble de la situation stratégique du pays <sup>(1)</sup>. Il concluait en ces termes :

« La lutte dans laquelle nous sommes engagés implique une réforme profonde de notre système militaire. L'activité étant la condition de la victoire et la force mécanique constituant désormais, dans l'ensemble des moyens, l'élément essentiellement actif, c'est cette force qu'il faut, avant tout, créer, organiser, employer. Corrélativement, les effectifs mobilisés ne sont à conserver au front que dans la mesure compatible avec les nécessités du développement, économique requis. Il s'agit de réaliser un instrument de manœuvre, de puissance et de vitesse qui constituera le facteur principal, le critérium de notre action et que les éléments subsistants du système ancien auront à seconder suivant leurs aptitudes, bien loin de le plier à leurs propres possibilités.

Une telle réforme exige d'abord, un très vaste effort de fabrication. Du moment où nous déciderions de changer par la force mécanique le caractère de la guerre, l'étendue et le rythme des constructions qui s'y rapportent devraient être modifiés du tout au tout. À vrai dire, la force des choses se charge déjà de nous y pousser. Parmi les dépenses d'armements, la proportion de celles qui concernent les avions et les chars marque, de mois en mois, une ascension vertigineuse. Mais, au lieu de nous laisser peu à peu et comme par contrainte entraîner vers les sommets, il convient de viser tout de suite et délibérément à atteindre le maximum. L'activité industrielle des Empires français et britannique devra être multipliée à cet égard et, surtout, le concours américain obtenu dans des conditions d'ampleur et de hâte sans rapport aucun avec ce qui se fait. On doit, bien entendu, en dire autant de l'effort scientifique et technique pour ce qui concerne la recherche, l'invention et l'expérimentation. La timidité constatée à ce point de vue dans notre peuple qui, naguère, inventa l'avion, le char, le cuirassé, n'est pas la moins fâcheuse conséquence d'institutions militaires qui découragent l'esprit du temps de souffler à leur profit.

Tandis que le principal effort de la technique et des fabrications se porterait systématiquement sur le matériel des formations modernes, celles-ci devraient avoir aussi la priorité absolue dans le choix du personnel. La complexité des engins, leur coût presque exorbitant, leur extrême importance relative, les conditions de leur emploi, exigent qu'ils soient servis et commandés par les meilleurs. Modifiant de fond en comble les errements jusqu'à présent en vigueur, tout ce que le pays compte de plus ardent, de plus fort, de plus pur, est à incorporer d'office dans la force mécanique française. Et, de cette élite, il faudra savoir tirer, par l'émulation, l'amour-propre et l'honneur, les exploits collectifs à quoi se prêteront merveilleusement ses armes, Il y a – oui, certainement – il suscite en elle l'esprit sportif de guerre, dont déjà certains hauts faits d'équipes nous font pressentir qu'il est prêt à s'embraser. En tout temps, l'art de la guerre transforma en puissance de combat les tendances dominantes du siècle. Les grandes victoires de notre époque, passionnée de matches et de machines, seront sans nul doute remportées par moteurs et par champions.

Cependant, il ne suffirait pas d'aligner en files innombrables les engins puissants et rapides, ni de former, pour les servir, des équipages de premier ordre. Rien d'essentiel ne sera fait tant que la force mécanique n'existera pas par elle-même, et ne sera pas organisée en vue de buts décisifs à atteindre par son action propre. Comme l'élément de toute entreprise autonome est la grande unité, c'est en grandes unités, dotées de tous les moyens voulus pour mener de bout en bout leur manœuvre, qu'il est nécessaire de l'articuler. Cette condition, déjà réalisée pour ce qui concerne la flotte, ne l'est, dans l'aviation, que d'une manière très embryonnaire, et autant vaut dire pas du tout pour les formations terrestres. Assurément, nous disposons ou allons disposer de quelques divisions mécaniques, les unes dites « légères », les autres « cuirassées ». Mais elles ne sont faites que pour soutenir et compléter localement les unités de masse du type ancien.

Or, il s'agit, bien au contraire, non seulement de les multiplier, mais encore de les constituer en vue de l'autonomie, de manière à les affranchir des délais prolongés, du rythme lent, de la faible portée à quoi se trouve astreinte l'action des autres éléments. Sur terre, des divisions de ligne et des divisions légères, chacune pourvue de chars suffisamment nombreux et puissants, d'assez d'infanterie blindée, d'assez d'artillerie protégée pour soutenir elle-même son combat, équipée en tous moyens de brèche ou de passage nécessaires pour surmonter les obstacles que lui opposeront l'adversaire et le terrain, dotée des véhicules spéciaux qui la délieront des routes pour ses transports et ses ravitaillements. En l'air, des divisions d'assaut capables, au cours de la bataille, à la fois de se tailler leur place dans le ciel et d'en fondre pour assaillir l'ennemi du sol ou sur la mer, et des divisions d'attaque lointaine destinées à la destruction des objectifs d'ordre économique. La réunion de ces grandes unités en corps terrestres ou aériens, permettrait les larges ruptures, les manœuvres à grande envergure, les exploitations profondes, qui constituent la tactique des formations mécaniques à condition qu'elles soient concentrées.

Enfin, par combinaison des éléments modernes, sur terre, sur mer et dans l'air, naîtrait une stratégie nouvelle assez étendue dans l'espace et assez rapide dans le temps pour être à l'échelle de leurs possibilités. Nul doute, d'ailleurs, que cette extension du rayon d'action de la force doive entraîner un vaste élargissement des théâtres d'opération et, par suite, de profonds changements dans la conduite politique du conflit. Le développement de la guerre mécanique, allant de pair avec celui de la guerre économique, impliquera la mise en activité de secteurs actuellement passifs sur la carte du monde. Mais c'est la une conséquence inévitable de l'évolution. Le tout est d'en tirer parti au profit de notre camp, au lieu d'en abandonner le bénéfice à l'ennemi.

À aucun prix, le peuple français ne doit céder à l'illusion que l'immobilité militaire actuelle serait conforme au caractère de la guerre en cours, C'est le contraire qui est vrai. Le moteur confère aux moyens de destruction modernes une puissance, une vitesse, un rayon d'action, tels que le conflit présent sera, tôt ou tard, marqué par des mouvements, des surprises, des irruptions, des poursuites, dont l'ampleur et la rapidité dépasseront infiniment celles des plus fulgurants événements du passé. Beaucoup de signes annoncent déjà ce déchaînement des forces nouvelles. Tandis que les « masses » française, allemande, anglaise, russe, etc., soit au total 20 millions d'hommes, se trouvent mobilisées depuis cinq mois sans avoir nulle part et à aucun moment rien accompli de positif, on a vu la ruée des chars et l'assaut des avions anéantir en deux semaines une bonne armée de 1 200 000 soldats ; on a vu maintes machines volantes faire planer la mort d'un bout à l'autre des grands pays belligérants ; on a vu des navires agir sur toute l'étendue des mers ; on a vu l'opinion publique de l'Ancien et du Nouveau Monde s'intéresser passionnément aux manifestations de la force mécanique, parce qu'elle y sent, d'instinct, l'essentiel de la puissance des armes.

Ne nous y trompons pas. Le conflit qui est commencé pourrait bien être le plus étendu, le plus complexe, le plus violent, de tous ceux qui ravagèrent la terre. La crise, politique, économique, sociale, morale, dont il est issu, revêt une telle profondeur et présente un tel caractère d'ubiquité qu'elle aboutira fatalement à un bouleversement complet de la situation des peuples et de la structure des États. Or, l'obscur harmonie des choses procure cette révolution un instrument militaire – l'armée des machines – exactement proportionné ses colossales dimensions. Il est grand temps que la France en tire la conclusion. Comme toujours, c'est du creuset des batailles que sortira l'ordre nouveau et il sera finalement rendu à chaque nation suivant les œuvres de ses armes. » ♦

(1) Cf. Charles de Gaulle, *Trois études* (Avant-propos de L. Nachin) ; Éditions Berger-Levrault.



Par Paul Kloboukoff,

## Foot : équipe de France, vraiment ?

Sur les 26 joueurs retenus à ce jour par Didier Deschamps pour constituer l'équipe de France qui va participer à la coupe du monde 2026, 21 servent dans des clubs étrangers, principalement en Europe. Notre sélectionneur accorde visiblement pas mal de crédit aux pertinences des choix de ces clubs, et apparemment moins à la plupart de ceux des clubs français. Le Paris Saint Germain (PSG) fait exception, avec 4 heureux élus, Warren Zaïre-Emery, Bradley Barcola, Désiré Doué et le ballon d'or potentiel Ousmane Dembélé. L'AS Monaco peut aussi s'enorgueillir de compter dans ses rangs la perle Maghnes Akliouche.

Le gardien de but Mike Maignan, de l'AC Milan, a la préférence, devant Brice Samba, du Stade Rennais, et Robin Risser, du RC Lens.

A part Lucas Hernandez (PSG), les défenseurs jouent tous à l'étranger, dont 5 au Royaume-Uni, Lucas Digne à Aston-Villa, Malo Gusto à Chelsea, Maxence Lacroix à Crystal Palace, Hibrahima Konaté à Liverpool et William Saliba à Arsenal. Jules Koundé sert au FC Barcelone, Dayot Upamecano au Bayern Munich et Théo Hernandez à Al-Hilal en Arabie saoudite.

Parmi les milieux de terrain, William Zaïre-Emery sert au PSG, Manu Koné à l'AS Roma, Adrien Rabiot à l'AC Milan, Aurélien Tchouaméni au Réal Madrid et Ngolo Kanté à Fenerbahce (Turquie)



4 attaquants exercent leurs talents en France, Bradley Barcola, Ousmane Dembélé, Désiré Doué au PSG et Maghnes Akliouche à l'AS Monaco. De son côté, Rayan Cherki ravit les supporters de Manchester City pendant que Jean Philippe Matéta œuvre à Crystal Palace. Kylian Mbappé brille au Real Madrid, Michael Olisez au Bayern Munich et Marcus Thuram à l'Inter Milan.

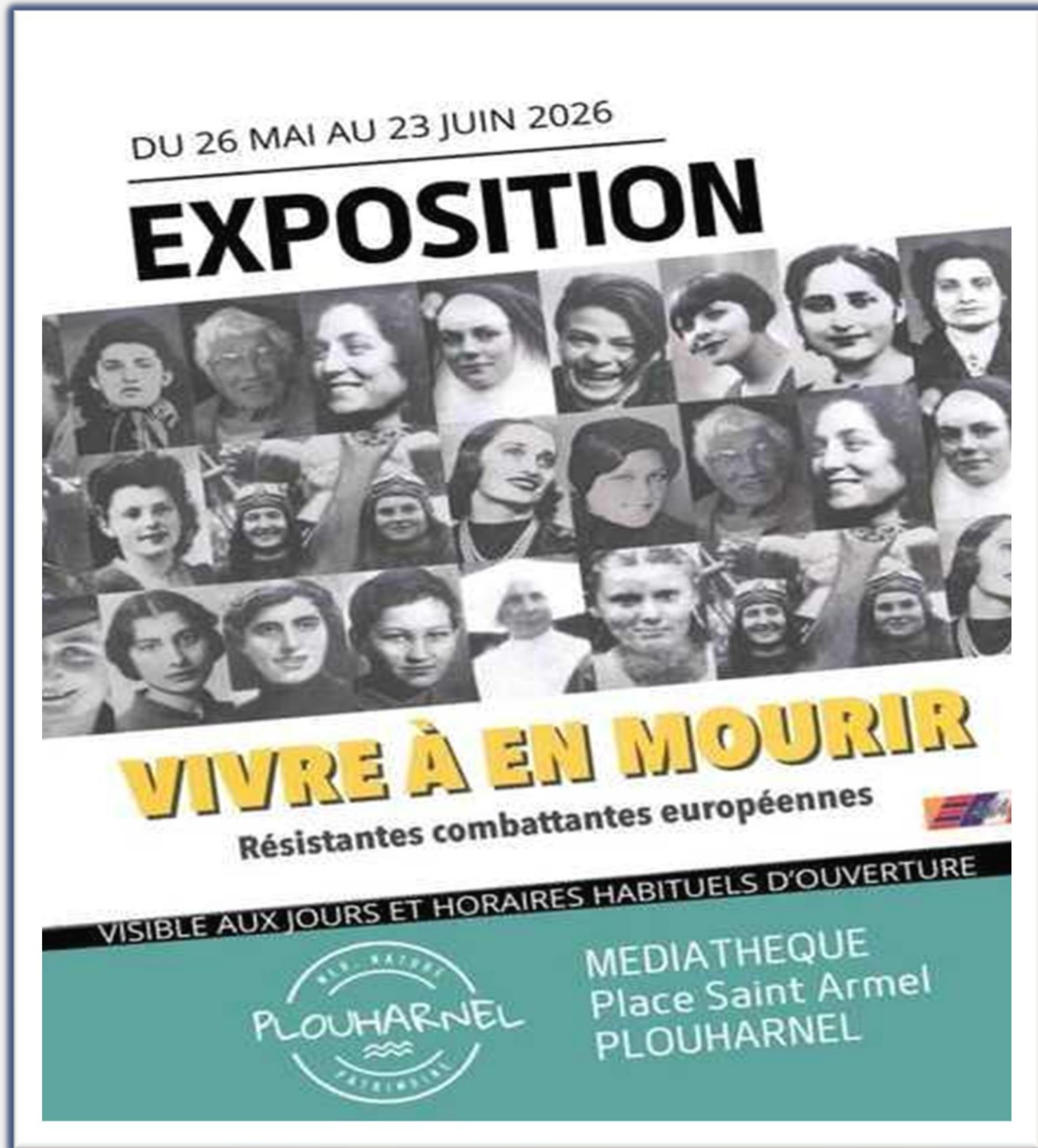
Tant que le sélectionneur ne changera pas de critères de choix, il est peu probable que nombre de footballeurs jouant en France fassent partie de l'équipe nationale. C'est regrettable !

*\*Paul KLOBOUKOFF Académie du Gaullisme Le 25 05 2026*



## Exposition

### "Vivre à en mourir- Résistantes combattantes européennes"



**Du 26/05/2026 au 23/06/2026**  
Médiathèque Place Saint-Armel  
**56340 Plouharnel - Morbihan - Bretagne**

Une exposition mettant en lumière 21 femmes qui se sont distinguées dans l'ombre par leurs actes de résistance durant la Seconde Guerre mondiale.

Elles ne se sont jamais croisées, ni connues. C'est aujourd'hui, le travail de mémoire de l'Association nationale des anciens combattants et amis de la résistance (Anacr) du Pays d'Auray, qui les réunit. L'exposition « Vivre à en Mourir » décrit l'investissement dans la Résistance et le combat de 21 femmes des quatre coins de l'Europe, au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Président Jacques MYARD

# LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 233 Janvier 2021- vingt-neuvième année

## Le combat de l'avenir

**SOMMAIRE**

- Nouvelle Année, Nouvel Espoir : rétablissons la souveraineté de la France. Jacques Myard page 1
- « Ils ont fait la France grandiose... » ... Christine Alfarge page 2
- Le général de Gaulle économie et finances ... Henri Fouquereau page 3
- Note de lecture de l'ouvrage « Entretien avec Michel Anfron » ... Marc Fossez page 4
- Noël nous faire redécouvrir l'échange vrai Marc Dugois page 7
- Deux défis majeurs pour le nouveau président américain ... Paul Kloboukoff page 8



**BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN**  
 Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :  
 Académie du Gaullisme

 Nom et prénom..... Adresse .....

Code postal..... Ville.....

Téléphone fix..... Téléphone portable.....

Courriel .....

Cotisations : ---- x 25 € (plus de 25 ans) ---- x 10 € (moins de 25 ans) ---- x 30 € (couple)  
 À partir de ---- x 75 € (membre bienfaiteur)

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à : Académie de Gaullisme, Monsieur ALFARGE Amir  
 12, Rue Rabelais 86130 JAUNAY- MARIGNY

Site officiel Paris France  
[www.academie-gaullisme.fr](http://www.academie-gaullisme.fr)

© 01.06.2026